

ÉGYPTE

# Armée et islamistes à couteaux tirés à la fin de la présidentielle

**Les Égyptiens votaient hier pour le dernier jour de l'élection présidentielle qui oppose un ancien dirigeant de l'ère Moubarak et un Frère musulman, dans un climat tendu entre le mouvement islamiste et l'armée, qui conserverait des pouvoirs importants.**

Les bureaux de vote, ouverts depuis samedi, devaient fermer à 21h00 locales (19h00 GMT), soit une heure plus tard que prévu, afin de favoriser la participation.

Les résultats doivent être proclamés officiellement le 21 juin, mais pourraient être connus avant. «Le moment de vérité approche», titrait le journal gouvernemental *Al-Gomhouria*, dans un pays profondément divisé entre partisans du candidat Ahmad Chafiq, dernier Premier ministre de Hosni Moubarak et issu de l'appareil militaire, et un haut responsable des Frères musulmans, Mohammed Morsi.

«L'armée aura toujours Tahrir face à elle. Nous sommes prêts à reprendre la révolte», affirmait Marwan, un instituteur de 30 ans venu sur la place emblématique de la contestation qui a chassé Hosni Moubarak du pouvoir en février 2011. «M. Chafiq est l'homme qui convient à ce stade de la vie du pays. Il nous faut de la tranquillité et de la stabilité», déclarait à l'inverse

Osmane, un fonctionnaire de 55 ans.

Le climat de confrontation est monté d'un cran avec l'annonce officielle samedi, en plein milieu du second tour, de la dissolution de l'Assemblée par le Conseil suprême des forces armées (CSFA).

La décision a été prise en application d'un arrêt de la Haute Cour constitutionnelle jeudi, annulant l'élection des députés au motif d'un vide juridique de la loi régissant le scrutin législatif qui s'est tenu par étapes de novembre à janvier et a vu un raz-demarée islamiste.

Faute de députés, l'armée récupérerait le pouvoir législatif et le contrôle des finances publiques en attendant de nouvelles élections, à une date encore inconnue, selon des sources militaires. L'armée s'approprierait également à annoncer une révision de la composition de la commission chargée de rédiger la Constitution, dans le but de limiter la présence des islamistes.

Les Frères musulmans, désormais privés d'une institution où ils dispo-

saient de près de la moitié des sièges, ont vivement réagi, en fustigeant «la volonté du Conseil militaire de s'emparer de tous les pouvoirs». Le Parti de la liberté et de la justice (PLJ), émanation de la confrérie, a dénoncé dans cette dissolution «une agression flagrante contre la révolution».

Les Frères musulmans, dont certains dirigeants ont dénoncé un «coup d'Etat» institutionnel orchestré par les généraux, réclament que la question de la dissolution de l'Assemblée soit réglée par un référendum.

Seize mois après la chute de M. Moubarak, le prochain président, à qui l'armée promet de remettre le pouvoir d'ici la fin du mois, fera face à une situation économique préoccupante et à de graves incertitudes politiques. «Le chef de l'Etat entrera dans le palais présidentiel au milieu d'un vide légal et constitutionnel terrifiant», écrit le commentateur politique Hassan Nafea dans le quotidien indépendant *Al-Masry al-Youm*. Outre l'absence de Parlement, le pays n'a toujours pas de Constitution pour remplacer celle suspendue après le départ de M. Moubarak, ce qui laisse les pouvoirs présidentiels dans le flou.

Sur le plan sécuritaire, l'armée vient de retrouver le droit d'arrêter des civils, une mesure vivement dénoncée

par des organisations de défense des droits civiques qui l'assimilent à une forme de «loi martiale».

Plusieurs analystes estiment que cette mesure et la dissolution de la chambre des députés permettront à l'armée de rester maîtresse du jeu quelle que soit l'issue de la présidentielle. Ancien commandant en chef de l'armée de l'air, M. Chafiq, 70 ans, a fait campagne sur le thème de la stabilité, chère à de nombreux Égyptiens après plus d'un an d'une transition politique chaotique.

Il est soutenu dans la communauté chrétienne copte, inquiète de la possibilité qu'un islamiste dirige l'Etat.

M. Morsi, un ingénieur de 60 ans, a de son côté cherché à gommer son image d'islamiste conservateur pour se présenter comme le seul recours des partisans de la «révolution» contre un retour de l'ancien régime. Ce duel politique a mis dans le désarroi de nombreux électeurs, qui avouent devoir choisir entre «le moins pire» des deux candidats ou se réfugier dans l'abstention. Pendant ce temps, M. Moubarak, 84 ans, est détenu dans une aile médicalisée de la prison de Tora, au sud du Caire, après sa condamnation le 2 juin à la perpétuité pour son rôle dans la répression de la révolte de 2011.

TUNISIE

## Marzouki annule son déplacement au Brésil

Le président tunisien Moncef Marzouki a annulé son déplacement au sommet de l'ONU sur le développement durable prévu au Brésil à partir du 20 juin «en raison de la situation intérieure», selon un communiqué de la présidence samedi soir.

Le président tunisien, qui devait se rendre à partir de lundi au Sénégal puis au Brésil pour la conférence Rio+20 sur le développement durable qui réunira plus de cent chefs d'Etat et de gouvernement du 20 au 22 juin, a annulé son déplacement «pour suivre la situation intérieure» en Tunisie, selon le communiqué.

La Tunisie a connu lundi et mardi une flambée de violences qui a poussé les autorités à instaurer un couvre-feu nocturne sur huit régions du pays, dont la capitale Tunis.

YÉMEN

## Un chef de la police et ses deux gardes du corps tués

Un chef de la police a été tué hier dans l'est du Yémen avec deux de ses gardes du corps dans un attentat qui pourrait être l'œuvre d'Al-Qaïda, a affirmé à l'AFP une source des services de sécurité.

Selon cette source, une bombe placée dans la voiture du chef de la police du quartier de Rawkab à Moukalla, capitale de la province du Hadramout, a explosé à l'arrivée de l'officier au poste de police.

Le commandant Ahmad al-Harmali a été tué sur le coup avec deux de ses gardes du corps. Quatre policiers ont été blessés, a-t-elle précisé.

De même source, on a estimé qu'Al-Qaïda, déjà responsable d'attentats dans la province du Hadramout, pourrait être derrière cette explosion.

Cet attentat est intervenu alors que l'armée a au cours des derniers jours réussi à déloger les combattants du réseau extrémiste de trois villes de la province d'Abyane, dans le sud du Yémen, au prix de violents combats meurtriers.

Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) a profité de l'affaiblissement du pouvoir central à la faveur de l'insurrection populaire contre l'ancien président Ali Abdallah Saleh en 2011 pour gagner du terrain dans le sud et l'est du pays.

SOUDAN

# La police disperse par la force une manifestation d'étudiants à Khartoum

**La police anti-émeutes soudanaise a fait usage de gaz lacrymogènes et de coups de matraque hier à Khartoum pour disperser une manifestation de centaines d'étudiants qui dénonçaient la hausse du coût de la vie, selon un correspondant de l'AFP.**

Les étudiants étaient sortis vers midi du campus de l'Université de Khartoum, dans le centre de la capitale, aux cris de «Nous voulons des prix plus bas pour la nourriture». Mais les policiers, qui les attendaient, ont immédiatement tiré des gaz lacrymogènes et agité leur matraque pour les disperser, avant

d'appeler tous les étudiants à évacuer le campus. Plusieurs heures plus tard, des hommes en civils arrêtaient les voitures dans la rue, tirant ceux qu'ils soupçonnaient d'être impliqués dans la manifestation de leur véhicule pour les passer à tabac, selon le correspondant de l'AFP. Samedi soir, la police avait

déjà dispersé par la force une autre manifestation de centaines d'étudiants contre la hausse des prix des denrées alimentaires, selon des témoins.

Le Soudan, qui a perdu les trois quarts de ses revenus pétroliers avec la sécession du Soudan du Sud en juillet 2011, a vu ses réserves de change fondre et sa monnaie s'effondrer.

Dans ce contexte, l'inflation atteint des sommets : 28,5% en avril, +30,4% en mai selon des chiffres officiels. Les denrées alimentaires ne sont pas les

plus touchées, mais leurs prix s'envoient aussi. Selon les commerçants, le prix du bœuf a ainsi plus que doublé en un an. Et la situation devrait empirer : à court de liquidités, le gouvernement se prépare à abandonner les subventions aux carburants.

L'Université de Khartoum a déjà été fermée pendant deux mois cette année après des affrontements entre policiers et étudiants lors d'un mouvement qui a débuté par une manifestation contre l'augmentation des droits d'inscription.

CRISE DU NUCLÉAIRE

# Iraniens et Occidentaux à Moscou pour des négociations cruciales

**Les délégations occidentales se préparaient hier à reprendre des négociations cruciales avec l'Iran à Moscou lundi et mardi, dans l'espoir que l'imminence d'un embargo pétrolier et les pressions de la Russie convaincront Téhéran de céder sur son programme nucléaire.**

Le groupe des 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne) et l'Iran se retrouvent à deux semaines de l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet d'un embargo pétrolier de l'Union européenne.

La secrétaire d'Etat adjointe américaine Wendy Sherman était à Moscou hier, et y était notamment elle aussi attendue Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne et émissaire du groupe 5+1 dans les négociations avec l'Iran.

Après deux cycles de négociations, à Istanbul en avril puis en mai à Bagdad, les parties s'étaient séparées sur un constat de désaccord, notamment sur l'activité très sensible de l'enrichissement d'uranium à 20% qui rapproche l'Iran du niveau nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique.

La Russie, par ailleurs en première ligne dans la crise syrienne, compte

sur les pourparlers avec l'Iran pour prouver qu'elle n'a pas perdu de son influence sur ses alliés de l'époque soviétique et imposer son rôle dans l'élaboration d'une solution négociée. «Il y a des raisons de penser que le prochain pas sera fait à Moscou», a déclaré vendredi Sergueï Riabkov, le vice-ministre des Affaires étrangères chargé des dernières négociations. «Il est important pour la Russie de faire en sorte que le processus de négociations se poursuive», a-t-il ajouté.

Un échec porterait un coup au processus de négociations et augmenterait le risque de frappes israéliennes sur l'Iran, un scénario qui risquerait d'embraser la région. La réunion de Moscou «est une chance à ne pas manquer si l'Iran est sincère dans sa volonté de négocier», a souligné vendredi le ministère français des Affaires étrangères. Les deux principaux

points d'achoppement sont la rapidité avec laquelle les grandes puissances lèveraient leurs sanctions, et la reconnaissance du droit de l'Iran à enrichir l'uranium. «Nous comptons que le droit de l'Iran aux technologies nucléaires, y compris le droit d'enrichir de l'uranium, soit reconnu et respecté», a déclaré le négociateur iranien Saïd Jalili à la chaîne de télévision publique russe RT. L'Iran de son côté «a la capacité de coopérer sur le désarmement et la non-prolifération nucléaire, et cette capacité devrait être utilisée par la communauté internationale», a ajouté le négociateur iranien, selon la traduction de ces propos diffusés vendredi. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a de son côté déclaré que Téhéran était prêt «à faire un pas positif si l'autre partie faisait aussi un pas», dans un entretien paru hier dans la presse allemande.

Selon des sources diplomatiques, l'Iran a accepté de discuter d'une limitation de son programme d'enrichissement d'uranium. «Leur message sur l'enrichissement a été reçu», a déclaré un diplomate occidental proche des

négociations. «Je pense que tout dépendra de la manière dont l'Iran réagira à nos propres propositions», a-t-il ajouté. Les 5+1 exigent de l'Iran qu'il cesse d'enrichir l'uranium à 20%, un degré au-delà duquel il se rapproche de la confection de l'arme nucléaire, qu'il livre ses stocks existants et ferme ses installations secrètes. Ils proposent en échange une assistance à un programme nucléaire civil en Iran.

Le programme nucléaire de l'Iran a été condamné par six résolutions de l'ONU, dont quatre assorties de sanctions qui ont été ensuite renforcées unilatéralement par les Etats-Unis et l'Union européenne.

Faiblement enrichi (de 3,5% à 20%) l'uranium peut servir de combustible à des centrales nucléaires ou à des installations à usage scientifique, mais poussé au-delà de 90%, il entre dans la fabrication de l'arme atomique.

Une partie de la communauté internationale redoute malgré les démentis de Téhéran que l'Iran ne cherche à se doter de l'arme atomique.